

Forum des 100

ÉNERGIE Le Conseil fédéral a retenu 16 projets de surélévation de barrages ou de nouvelles infrastructures, pour disposer de 2 térawattheures en plus l'hiver. Mais leur potentiel a été revu à la baisse. **Explications**

RICHARD ÉTIENNE

Deux térawattheures en 2021, à peine plus d'un désormais. Les fameux projets hydrauliques de la table ronde, chapeautés par la Confédération, ont perdu de leur ampleur. Et on peut y voir un nouveau signal selon lequel la transition énergétique n'est pas un long fleuve tranquille.

Tout a commencé durant les années du covid. Entre 2020 et 2021, la Confédération a réuni des fournisseurs d'électricité, des cantons et des associations pour renforcer l'arsenal hydroélectrique du pays en vue de disposer de deux térawattheures en plus en hiver, quand la Suisse

manque de courant et doit en importer.

De cette table ronde, il est sorti 15 projets présentés par la Confédération en décembre 2021. C'est à ce moment qu'ont été annoncées des possibilités de surélévation ou de créations de barrages, comme celui du Gorneli sur les hauteurs de Zermatt. Dans cinq cantons: le Valais (8 projets), Berne (3), les Grisons (2), le Tessin et Uri.

Obligation légale

L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) évoque alors des «projets énergétiquement les plus prometteurs et dont la mise en œuvre aurait aussi peu d'effets que possible sur la biodiversité et le paysage».

Plus de trois ans plus tard, un nouveau communiqué de l'OFEN douche l'enthousiasme et indique, le 27 août, que ces développements «nécessitent une adaptation». Il est désormais

question de 16 projets (il y en a un nouveau dans les Grisons) mais ils ne doivent pas fournir plus de 1,1 TWh en 2040. Un sondage mené au deuxième trimestre 2025 a conduit les autorités à redimensionner, abandonner et reporter des projets, selon les autorités qui ne donnent guère plus de détails.

Que s'est-il passé? A-t-on été trop optimiste? Y a-t-il eu trop d'oppositions? Les questions fusent. Dans la presse alémanique quelques semaines plus tard, le ministre chargé de l'Energie Albert Rösti évoque des obstacles économiques et techniques et promet que «nous comblerons le déficit avec d'autres projets». Car la loi sur l'approvisionnement en électricité fait état d'un objectif de 2 TWh, qui doit être atteint.

«Entre 2021 et aujourd'hui, les prix de l'électricité sont devenus beaucoup moins attractifs», relève de son côté au *Temps* Bettina Schaeffli, la présidente de la

Commission suisse d'hydrologie (CHy). «L'enthousiasme des producteurs d'électricité s'est érodé.»

Contacté, le service de presse de l'OFEN confirme pourtant que d'autres projets sont en préparation et qu'il s'agit de définir la suite afin que le Conseil fédéral soit prêt, début 2027, à faire des propositions pour compléter la liste et atteindre l'objectif. Au final, ce sera aux entreprises concernées de voir si elles veulent aller de l'avant. Il y a parmi elles Alpiq, Axpo ainsi que les Bernois BKW et KWO.

Alpiq envisage de créer un lac de retenue à Gorneli et de rehausser les barrages d'Emosson et de Moiry, en Valais. Le premier projet, le plus important de la table ronde, suit son cours, tout comme le deuxième. Le rehaussement de Moiry ne devrait par contre pas dépasser les dix mètres, ce qui est moins que prévu. «Il s'agit du meilleur compromis entre coûts, contribution énergétique et rentabilité», affirme une porte-parole d'Alpiq.

BKW et KWO collaborent sur la création d'une centrale à Trift et la surélévation des lacs de Grimsel et de l'Oberaar, dans le canton de Berne. «Aucun des trois n'a été réduit», affirme Thomas Huber. Le porte-parole de KWO précise que les «deux premiers progressent comme prévu» et que «leur réalisation est envisageable d'ici à 2040» alors que pour Oberaar «seule une étude de faisabilité est disponible à ce stade».

L'exemple de Trift

Thomas Huber estime que le cas de Trift est révélateur des difficultés rencontrées. Sa planification est en cours depuis quinze ans et une décision de concession est attendue en 2026, à condition que la justice bernoise rejette le recours d'une association. Auquel cas, il faudrait ensuite patienter pendant au moins deux ans, le temps d'obtenir une autorisation de construire, puis compter au bas mot huit ans de construction, avec une mise en service au plus tôt en 2037. «Des

recours ou des résultats négatifs lors de votations peuvent survenir à tout moment et tout retarder davantage», affirme Thomas Huber.

De son côté, Axpo planche sur des centrales à Mattmark (VS) et à Gösschenen (URI) mais a suspendu un double projet de surélévation dans les Grisons. Une analyse a montré que seule la moitié de la hausse de la capacité de stockage prévue en 2021 est faisable, un volume jugé trop faible.

Bettina Schaeffli, de la CHy, indique que 93% du territoire suisse est capté par des barrages, selon ses recherches, mais qu'il y a encore beaucoup de place car l'eau peut être exploitée à plusieurs reprises. «Des eaux du Berner Oberland sont turbinées jusqu'à 30 fois», dit-elle. «Techniquement, il y a du potentiel, mais cela se ferait aux dépens de vallées, qui seraient inondées et disparaîtraient, de la beauté du paysage et il faut que cela vaille la peine économique», conclut la scientifique. ■